

POI
PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT

*Pour le socialisme, la République
et la démocratie*

Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

COMITÉ D'AULNAY-sous-BOIS

poi.aulnay@laposte.net

Élections cantonales des 20 et 27 mars 2011

Canton AULNAY-NORD

Le comité d'Aulnay du POI présente

Jacques LEBLOND, guichetier à la Poste du Vieux Pays

« La Poste a été privatisée, par des gouvernements dits de « gauche » comme de droite, tous les gouvernements successifs appliquant les directives européennes d'ouverture à la concurrence. C'est une des raisons pour lesquelles j'estime qu'il faut rompre avec l'Union européenne et sortir de l'euro si l'on désire sincèrement reconquérir les services publics et renationaliser les entreprises privatisées. Et construire une Europe des peuples, fraternelle et démocratique. J'ai participé aux mouvements de grève contre la réforme Sarkozy des

retraites comme plus de 3 millions de salariés. J'estime qu'on aurait pu vaincre si les dirigeants de l'intersyndicale avaient appelé à bloquer le pays jusqu'au retrait. Ils ne l'ont pas voulu. »

Sylvie GUY, directrice d'école maternelle.

« Le gouvernement du Ministre Châtel supprime 14 375 postes pour 70 000 élèves supplémentaires ! Cela se traduit en Seine-Saint Denis par la suppression de 20 enseignants dans les écoles (pour 2 160 élèves en plus), 40 professeurs dans les collèges (pour 1 131 élèves en plus) et 250 professeurs dans les lycées de l'académie. Un exemple à Aulnay : 85 heures sont supprimées au lycée Voillaume, soit l'équivalent de 4 postes et demi !

Face à ce désastre pour la jeunesse, y-a-t-il une autre voie possible que la mobilisation immédiate pour exiger : « Aucune suppression de postes ? »

« Pour nous, un conseiller général au service de la population doit refuser de se faire le relais de « la nécessaire réduction des déficits » exigée par le gouvernement Sarkozy et l'Union européenne! Pas de consensus ! »



- **NON A UN CONSEIL GENERAL QUI SE FAIT LE
RELAIS DE LA RIGUEUR DE SARKOZY !**

LA DETTE DES SPECULATEURS N'EST PAS LA NOTRE !

A l'initiative du POI 93, une pétition exigeant la restitution des 36 millions € de subventions supprimées par le Conseil Général dirigé par Claude Bartolone a été signée par plus de 2267 travailleurs, jeunes, retraités ou handicapés du département. Une délégation, soutenue par des élus et militants de différents courants du mouvement ouvrier, POI et PCF, a été reçue mercredi 12 janvier par le Directeur de cabinet de M. Bartolone. Le rassemblement de 50 participants a adopté un nouvel appel que nous vous appelons à signer. Nous ne céderons pas ! Nous retournerons en manifestation début mars pour exiger :

- **RETABLISSEMENT DES 36 MILLIONS D'EUROS DE SUBVENTIONS SUPPRIMES PAR LE CONSEIL GENERAL POUR FINANCER LA CARTE IMAGE R ET LA CARTE AMETHYSTE**
- **NON A UN CONSEIL GENERAL « DE GAUCHE » QUI PRIVATISE LA CONSTRUCTION DES COLLEGES PAR LES PPP** (partenariat public-privé) !
- **REMPLACEMENT IMMEDIAT DES PERSONNELS DES COLLEGES RELEVANT DU CONSEIL GENERAL (agents de service et de restauration), ET DONC RECRUTEMENT DE PERSONNEL TITULAIRE (avec le statut de la Fonction publique).**
- **MAINTIEN DU SERVICE DE CARDIOLOGIE INTERVENTIONNELLE A L'HOPITAL INTERCOMMUNAL BALLANGER !**

Les comités du POI des villes concernées ont pris l'initiative d'un appel, signé à ce jour par 650 personnes. Une délégation est en préparation pour se rendre à l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Ile de France, dirigée par le « socialiste » et ancien ministre Claude Evin. L'ARS est l'instance mise en place par la loi Bachelot (loi HPST) pour fermer les lits, services et postes, au nom d'une pseudo-concertation. Ainsi, en Seine Saint Denis, une « Conférence départementale de territoire », présidée par le conseiller général Pierre Laporte ex-PCF, est chargée de rechercher « une meilleure efficience de la dépense publique », autrement dit propose les restructurations et fermetures de services !

NON AU CONSENSUS !

**REUNION PUBLIQUE MERCREDI 2 MARS
à 19H30 SALLE DUMONT Avenue Gallieni**

A proximité de la gare RER, dans le parc de la Bibliothèque